

Annexe 1

RAPPORTS NATIONAUX SUR LES DROITS LGBTQI+ DANS LES PAYS PARTENAIRES

FRANCE

Droits des personnes homosexuelles

Lorsqu'on aborde les questions LGBTQI+, la plupart des réactions sont que "l'homophobie est terminée" depuis que le mariage homosexuel a été voté en 2013. Pourtant, les débats autour de loi sur le mariage homosexuel ont révélé l'ampleur de l'homophobie en France puisque les agressions homophobes ont augmenté de 78% la même année, atteignant presque une agression physique tous les deux jours³⁴. Si le taux d'agression a diminué les années suivantes, il est reparti à la hausse depuis 2018.

Concernant la parentalité, la loi contraint les couples de même sexe à l'adoption, alors que les couples hétérosexuels peuvent avoir recours à un donneur de gamètes. La fécondation in vitro (FIV) remboursée a été étendue aux femmes lesbiennes et aux femmes célibataires en 2021, mais en ne mentionnant explicitement que les "femmes", ce qui exclut de nombreuses personnes trans et intersexes³⁵.

Droits des personnes transgenres et intersexes

Les personnes trans sont soumises à des politiques très discriminantes. Avant 2018, elles devaient être stérilisées de force avant de prétendre à une transition (accès aux hormones, à un changement d'état civil entre autres). Les enjeux de transidentité sont encore ignorés par la plupart des politiques. Par exemple, les personnes trans sont toujours exclues de la parentalité. Lorsque des politiques existent pour les protéger, elles sont contredites dans la pratique. Par exemple, l'association XY Media a rapporté que certaines municipalités refusent systématiquement le changement d'état civil des personnes transgenres si elles ne fournissent pas l'avis d'un psychiatre, une demande qui n'est pas légale.

Les droits des personnes intersexes restent un enjeu majeur. Si les thérapies de conversion ont été interdites par une loi de 2021, les lois les plus récentes n'ont pas réussi à interdire les mutilations génitales intersexes. Seules les chirurgies génitales sont interdites, mais pas les hormonothérapies ni les gonadectomies³⁶.

³⁴ SOS Homophobie, Annual report, May 2014.

³⁵ ILGA-Europe, Annual Review 2021, February 2022.

³⁶ ILGA-Europe, Annual Review 2021, February 2022.

GRECE

Droits des personnes homosexuelles

Le cadre juridique grec a établi des lois concernant l'égalité et la non-discrimination en raison des caractéristiques du sexe, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre (emploi, biens et services, droit, dons de sang, etc.). Toutefois, l'égalité n'existe pas en matière d'éducation et de santé. En outre, la plupart des lois sur la famille excluent les personnes LGBTQI+. Par exemple, les couples de même sexe n'ont pas droit au mariage, mais seulement à un partenariat enregistré sans droit d'adoption.

En ce qui concerne l'homo/transphobie, même si les lois sont censées protéger les droits des LGBTQI+, elle existe toujours. La discrimination, le harcèlement homophobe et transphobe, les attaques, les déclarations et les menaces ne sont pas terminés³⁷.

Droits des personnes transgenres et intersexes

La Grèce ne reconnaît pas les personnes non binaires ni l'autodétermination en général, tandis que les personnes intersexes sont exclues de nombreuses parties du système législatif. Par exemple, il n'existe aucune interdiction d'intervention médicale.

Il est important de mentionner que les agences gouvernementales n'appliquent pas le cadre juridique établi. Par exemple, en janvier 2021, le tribunal de première instance d'Athènes a rejeté la demande d'un homme transgenre de changer son nom de famille. La demande de l'homme de changer son prénom et son marqueur de genre a été approuvée, mais son nom masculin apparaîtra désormais à côté d'un nom de famille féminin, violant ainsi son droit à la vie privée³⁸.

Enfin, les thérapies de conversion existent toujours.

ITALIE

Droits des personnes homosexuelles

En Italie, le cadre juridique en matière d'égalité et de non-discrimination ne couvre explicitement que le domaine du travail et des dons du sang. Au niveau national, aucune autre loi ne s'oppose explicitement à la discrimination fondée sur l'OSIG (orientation sexuelle et identité de genre) dans d'autres domaines, mais sept régions disposent d'une loi spécifique et l'article 3 de la Constitution de la République italienne établit le principe de l'égalité formelle et substantielle: bien que l'orientation sexuelle ne soit pas explicitement mentionnée, la notion de "conditions personnelles" telle qu'elle est formulée dans la loi a toujours reçu une interprétation très large dans la jurisprudence.

L'Italie a une loi sur le partenariat enregistré, mais il n'y a pas d'égalité de mariage et l'adoption par un couple de même sexe n'est pas automatiquement autorisée.

³⁷ ILGA-Europe, Annual Review 2021, February 2022.

³⁸ ILGA-Europe, Annual Review 2021, February 2022.

L'Italie ne dispose pas d'une loi sur les crimes de haine qui couvre explicitement tous les crimes motivés par des préjugés fondés sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles.

Droits des personnes transgenres et intersexes

En termes de reconnaissance légale du genre, des mesures juridiques et administratives sont en place, y compris pour les mineurs. D'autre part, les interventions médicales sur les mineurs intersexes ne sont pas interdites.

Il n'y a pas de limitations en termes de liberté d'expression et la protection des manifestations publiques et des défenseurs des droits de l'homme est suffisante. Enfin, des lois sont en place pour garantir l'asile aux personnes qui demandent une protection en raison de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre³⁹.

PORTUGAL

Droits des personnes homosexuelles

Depuis la dépénalisation de l'homosexualité en 1982, le Portugal a adopté une série de lois anti-discrimination. Il est l'un des rares pays au monde dont la Constitution stipule l'interdiction de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Le mariage entre personnes de même sexe a été reconnu par la loi en 2010. Le droit à l'adoption pour les couples de même sexe a été consacré en 2016. Les relations entre personnes de même sexe semblent de plus en plus acceptées par la population, puisque 74% de la population portugaise a soutenu le mariage homosexuel en 2019⁴⁰.

Les débats les plus récents ont porté sur les dons de sang. La période d'ajournement pour les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et souhaitant donner leur sang a été supprimée en 2021. La discrimination LGBTQI+ dans le cadre des dons de sang a fait l'objet d'une nouvelle législation tout au long de l'année 2021.

Droits des personnes transgenres et intersexes

En 2011, une loi sur l'identité de genre a été adoptée pour simplifier le processus de changement de sexe et de nom pour les personnes transgenres. Concernant la reconnaissance du genre, une loi de 2018 a introduit le droit à l'autodétermination de l'identité du genre et de l'expression du genre et la protection des caractéristiques sexuelles de chacun.

Cependant, la protection effective des enfants et des jeunes trans et intersexes reste une lacune. Les organisations de la société civile poussent le Parlement à agir sur cette question⁴¹.

³⁹ ILGA-Europe, Annual Review 2021, February 2022.

⁴⁰ Eurobarometer opinion survey, 2019.

⁴¹ ILGA-Europe, Annual Review 2021, February 2022.

ROUMANIE

Droits des personnes homosexuelles

L'année 2021 marque le 20e anniversaire de la dépénalisation de l'homosexualité en Roumanie. Depuis, le pays a introduit plusieurs lois anti-discrimination et pénalisé les crimes de haine homophobe. Les communautés LGBT sont devenues plus visibles ces dernières années. Cependant, la majorité de la population reste hostile aux droits des LGBTQI+ et il semble que le pays ne fasse pas grand-chose pour y remédier.

En 2022, le Sénat roumain a adopté un projet de loi interdisant la "propagande gay" dans les écoles et un projet de loi interdisant la discussion de l'homosexualité et de l'identité de genre dans les espaces publics.

La reconnaissance des couples de même sexe est un enjeu majeur, bien qu'en violation du droit européen. Comme le pays continue d'ignorer le droit européen, la Commission européenne a entamé une procédure de préinfraction contre la Roumanie en 2020⁴². Dans plusieurs arrêts, la Cour européenne des droits de l'homme estime que les autorités roumaines n'offrent pas une protection adéquate et n'enquêtent pas efficacement sur les crimes de haine homophobes et transphobes⁴³.

En 2022, la Roumanie était classée 26e sur 27 pays de l'UE pour la protection des droits des LGBTQI+, derrière tous les pays de l'UE sauf la Pologne⁴⁴.

Droits des personnes transgenres et intersexes

La Roumanie ne dispose pas d'un cadre juridique pour la reconnaissance légale du genre. Les violations du droit à la vie privée et familiale⁴⁵ sont monnaie courante⁴⁶.

L'accès à l'hormonothérapie de substitution reste limité et peu sûr, les pharmacies ne proposant qu'un nombre restreint d'options pour le traitement à la testostérone et aux œstrogènes. Depuis 2021, la loi criminalise la possession, la commercialisation et l'achat de testostérone. La communauté trans en Roumanie s'appuie sur des sites web pour commander des hormones à l'étranger, en raison du manque de fournitures accessibles et abordables⁴⁷.

⁴² See, for example, *COMAN and Others v. Romania* (2018)

⁴³ See, for example, *M.C and A.C v. Romania* judgement (2016); *ACCEPT Association and Others v. Romania* (2021).

⁴⁴ Rainbow Europe, Country Ranking, May 2022.

⁴⁵ Article 8 of the European Convention on the right to private and family life.

⁴⁶ See, for example, *X and Y v Romania* case before the European Court of Human Rights.

⁴⁷ ILGA-Europe, Annual Review 2021, February 2022.